

LÉGION D'HONNEUR Fathi Kemicha décoré



D.R.

L'avocat tunisien Fathi Kemicha se verra remettre le 30 octobre, au palais de justice de Paris, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur des mains du bâtonnier de l'Ordre des avocats, Yves Repiquet. Natif de Kairouan, Kemicha, 55 ans, s'est notamment illustré dans l'arbitrage euro-arabe et euro-africain. Il vient d'être réélu à la commission du droit international des Nations unies pour cinq ans (2007-2011).

COLLOQUE Les élites de l'immigration

En partenariat avec la Cité nationale de l'histoire de l'immigration, dont l'inauguration a eu lieu le 10 octobre, le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) organise le 23 octobre à Paris un colloque autour des nouvelles figures de l'immigration. Loin des migrants classiques prêts à accepter n'importe quel travail, les organisateurs présenteront différentes formes d'intégration au marché du travail des cadres et élites (entrepreneurs, enseignants, militants associatifs, politiques...) en France et dans le pourtour méditerranéen. Rens. sur www.histoire-immigration.fr

ALGÉRIE Brainstorming chez les généraux

Le commandement de l'armée algérienne a multiplié, durant le mois de ramadan écoulé, les réunions de coordination entre l'état-major central et les différentes régions militaires. Questions à l'ordre du jour : comment faire face à la nouvelle stratégie d'al-Qaïda au Maghreb et déjouer les attaques-suicides ? Sur les six régions militaires, trois sont particulièrement sensibles : la première, qui recouvre le centre du pays et la Grande Kabylie ; la cinquième, qui correspond à l'Est, de la Petite Kabylie aux monts de Tébessa, frontaliers de la Tunisie ; et la quatrième, sans doute la plus exposée, car elle abrite les champs d'hydrocarbures de Hassi Messaoud et de Hassi R'Mel, les deux poumons économiques du pays. Ces réunions ont été dirigées par le général de corps d'armée Gaïd Salah, chef d'état-major.

UNION AFRICAINE Manœuvres en coulisses

Sans en être nécessairement le principal point de l'ordre du jour, le renouvellement de la Commission de l'Union africaine (UA) et, surtout, l'élection du successeur de son président, Alpha Oumar Konaré, qui ne souhaite pas rester à son poste, seront au centre du prochain sommet des chefs d'État de l'organisation, début janvier à Addis-Abeba.

Si, à quelque deux mois de l'échéance, aucun prétendant au fauteuil de Konaré ne s'est encore officiellement fait connaître, ils sont déjà un certain nombre à sonder le terrain. Outre celui de l'ancien chef du gouvernement mauricien Paul Béranger, le nom du vice-Premier ministre et ministre gabonais des Affaires étrangères Jean Ping circule. Depuis quelques semaines, des amis de ce dernier – diplomates, anciens ministres, hauts responsables de l'État gabonais... – se sont lancés dans une campagne discrète. Ils tentent d'évaluer les chances de leur champion avant de le convaincre d'entrer en lice puis de persuader le président Omar Bongo Ondimba de mettre son poids dans la balance.

OPEP Vive les placements aux États-Unis !

Les pays de l'Opep achètent pour 2 milliards de dollars par mois de bons du Trésor émis par le gouvernement américain. Selon les statistiques établies le 18 septembre par l'administration Bush, ils ont acquis au total pour 124 milliards de dollars à la fin de juillet 2007, trois fois plus qu'en 2003. Les placements de l'Opep progressent plus vite que ceux des autres investisseurs étrangers. Ils occupent désormais la quatrième place, derrière ceux du Japon (610 milliards de la Chine (408) et du Royaume-Uni (210). Les bons américains, qui offrent un faible taux d'intérêt à long terme (2,34 %), sont considérés comme les plus sûrs du marché. Le ministère s'attend à une nouvelle augmentation en 2008, les recettes pétrolières de l'Opep devant atteindre, selon les estimations, 688 milliards de dollars, contre 630 milliards en 2007.

EXIL Une Camerounaise renvoyée en Angleterre

Béatrice Guessie, une ressortissante camerounaise exilée en Grande-Bretagne qui a été expulsée vers le Cameroun en août dernier, s'est vu refuser le droit d'entrer dans son pays. Les responsables camerounais ont justifié leurs refus par son mauvais état de santé. Béatrice Guessie, qui souffre de problèmes psychiques, fait plusieurs tentatives de suicide. Peu avant son expulsion, le statut de réfugié politique lui avait été refusé. À son retour en Grande-Bretagne, elle a été hospitalisée. Elle se trouve actuellement en détention au Wood Immigration Removal Centre de Yarl, une unité où sont retenus les immigrés en instance d'expulsion.